

Grande-Bretagne : le mépris de classe comme réponse à la crise

lundi 27 décembre 2010, par [THORNETT Alan](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2010).

Formé en juin dernier, le premier gouvernement de coalition que connaît la Grande-Bretagne depuis 75 ans est le résultat d'un accord conclu entre les Libéraux Démocrates (Lib-Dem) et leur « grand frère », le Tory Party. En formant cette coalition avec les conservateurs emmenés par David Cameron, les Lib-Dem ont brutalement viré à droite, rejetant tout compromis avec le Labour Party.

En réalité, cette coalition n'est qu'une façade. Sur le plan idéologique, ce gouvernement dominé par les Tories et soutenu par des Lib-Dem qui se sont pleinement alignés sur la politique des conservateurs est encore plus néolibéral que celui de Margaret Thatcher. Il s'agit d'un pouvoir qui se détermine entièrement en fonction d'un agenda centré sur les coupes budgétaires et d'une approche bien définie de la crise et de la dette britannique. C'est un gouvernement de millionnaires qui s'attaque aux pauvres, qui mène une politique dont Thatcher a dû beaucoup rêver, sans jamais réussir à la mettre en œuvre.

Passage en force des « Con-Dem »

C'est bien le plus grand plan d'austérité jamais vu de mémoire d'homme ou de femme qui a été lancé en Grande-Bretagne : 81 milliards de livres sterling de coupes budgétaires, 500 000 postes de travail supprimés dans la fonction publique, avec en conséquence 500 000 autres licenciements dans le privé, ainsi que des attaques massives dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des transports, etc. Le projet vise rien moins qu'à mettre un terme définitif à l'ère du Welfare state (Etat providence), ouverte après la seconde guerre mondiale. Le National Health Service (système de santé national), par exemple, est destiné à être détruit et privatisé ; tandis que la réduction des allocations au logement obligera les familles pauvres à quitter les quartiers les plus riches, favorisant ainsi le « nettoyage social » des villes. Pourtant, ni les Tories ni les Lib-Dem n'avaient de mandat démocratique pour de telles attaques au moment de l'élection.

Lors de l'annonce au parlement de ce plan d'austérité, les Premiers ministres concernés ont largement argumenté que la crise et le problème de la dette les avaient forcés à faire ces « choix difficiles » pour sauver l'économie. Il n'en est rien : les décisions qu'ils ont prises sont celles qu'ils planifiaient depuis longtemps. Ils utilisent seulement la crise comme bélier pour les faire passer en force. Certains Tories ont même affirmé publiquement que la crise ne devait pas se transformer en une occasion manquée...

« There is no alternative »

Dans le cadre de ce tournant réactionnaire significatif (qui se traduit par exemple par la criminalisation des pauvres et des chômeurs), le gouvernement se cache derrière la vieille affirmation thatchérienne « there is no alternative ». Malgré tout, il continue à avoir le soutien de la majorité de la population, démontrant le succès idéologique de leurs arguments. Il n'y a pour le moment aucune voix alternative audible s'élevant contre les attaques de cette coalition, bien que cela risque de changer prochainement. Quant aux médias dominants, adhérant les yeux fermés à la politique gouvernementale, ils tiennent eux aussi désormais le « there is no alternative » pour une

vérité indiscutable.

Le Labour, et son nouveau leader Ed Milliband, ont déjà échoué. Non seulement ils ont laissé le champ libre à la coalition, mais ils se sont également laissés prendre au piège du plan proposé par Brown et Darling [Gordon Brown, premier ministre de 2007 à 2010 et Alistair Darling, son ministre des finances ; tous deux membres du Labour, réd.] qui vise à réduire la dette en quatre ans, impliquant des coupes budgétaires à peine moins massives que celles du gouvernement actuel.

Plus grave encore, rien ne se passe du côté des leaders syndicaux, ni même du TUC [Trade Union Congress, première confédération syndicale du pays, elle compte 6,5 millions de membres et regroupe plus de 70 syndicats, réd.] Ils ont discuté de ce plan d'austérité au mois de septembre et n'appellent à manifester qu'en mars prochain ! Dans la plupart des entreprises, l'introduction des nouvelles mesures (réductions de salaire, licenciements, etc.) s'est déjà déroulée sans résistance.

Alan Thornett

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n°180 (16/12/2010), p. 8. Traduction et adaptation : Giulia Willig.